

père que le ministre à qui a été confié le portefeuille de l'immigration—personne qui connaît tous les besoins du pays—tâchera par tous les moyens possibles de voir que, dans l'avenir, nous recevions cette catégorie d'immigrants qui font de bons citoyens dans tout le sens du mot et qui sauront nous aider à développer les ressources qui seront le soutien et l'appui du pays dans un avenir rapproché. Les autres questions traitées dans le discours du Trône seront reprises plus tard et je n'ai pas l'intention d'occuper plus longtemps les moments de cette Chambre sauf pour complimenter le Gouvernement sur la manière méthodique dont il a commencé les travaux de cette session. J'espère qu'il persévéra, ce qui nous permettra d'expédier diligemment les travaux du Parlement, afin que ses membres puissent reprendre la route de leurs circonscriptions pour faire leur part des travaux qui les attendent. Tout le monde est actuellement affairé au pays et tout le monde est si vivement intéressé à voir notre production agrandie autant que possible que nous ne désirons pas perdre inutilement du temps à Ottawa et nous désirons tous reprendre nos affaires aussi tôt que possible.

L'honorable sir JAMES LOUGHEED: Puis-je me permettre, messieurs du Sénat, de débiter en remerciant mon honorable ami le leader de l'opposition (l'honorable M. Bostock), pour les allusions personnelles qu'il a faites à mon égard au sujet du nouveau ministère du Rapatriement des soldats qui s'organise actuellement. Mon honorable ami a employé les termes les plus flatteurs et que j'apprécie énormément. Seule ma modestie me défend de répondre comme il convient à ses remarques au sujet de ma conduite des affaires publiques. Je m'attendais à ce que mon honorable ami se montrât consolant et sympathique au sujet des responsabilités nouvelles que j'ai assumées; mais, au lieu de cela, il parut se réjouir, de façon enthousiaste, du fardeau nouveau placé sur mes épaules. Depuis quelques temps, j'ai cru pouvoir prétendre faire beaucoup à Ottawa et particulièrement depuis le commencement de la guerre; c'est pourquoi je me trouvai tout surpris de voir le premier ministre me laisser entendre qu'il pensait que je pourrais accepter un nouveau fardeau et m'exercer en de nouveaux champs d'activité. Nonobstant, je m'aperçois que mon honorable ami que j'avais toujours cru m'être sympathique, ne l'est plus; il se contente de me féliciter d'avoir accepté cette responsabilité.

Je joins à celles de mon honorable ami le leader de l'opposition, mes félicitations au

proposeur et au secondeur de la réponse au discours du Trône. Je désire le féliciter de leur arrivée récente en cette Chambre et de la façon capable dont ils ont accompli le devoir qui leur était imposé de proposer et d'appuyer la résolution soumise à la Chambre actuellement. Ils prouvent dès maintenant la valeur qu'ils ajouteront aux délibérations du Sénat, qui leur offrira, j'en suis sûr, un terrain d'activité publique dont ils seront à mon sens heureux.

Avant la prorogation de la dernière session du Parlement, le premier ministre avait publiquement déclaré que le Gouvernement serait bientôt réorganisé, et qu'en raison de la situation critique qu'il nous fallait affronter du chef de la guerre, la réorganisation, subordonnée au sentiment et au bien public, se ferait selon un principe d'union dans laquelle les deux grands partis politiques du Canada seraient également représentés. Cette promesse a été virtuellement tenue. Il faut regretter que les premières propositions du premier ministre au chef de l'opposition, sir Wilfrid Laurier, n'aient pas été acceptées par le leader du parti libéral, pour des raisons que ce dernier a précisées, mais qui, je crois, n'ont pas touché le public. Il était donc devenu nécessaire de pousser ces négociations avec le parti libéral par d'autres moyens. Des moyens subséquents ont produit des résultats satisfaisants, et il serait difficile de nier que le Gouvernement représente les deux grands partis du Canada.

Dès cette réorganisation, le Parlement a été dissout. Le peuple du Canada a été appelé à exprimer sa confiance au Gouvernement réorganisé, qui a été maintenu et a reçu un appui dont témoigne le Parlement actuel, et qui dépasse en force numérique les prévisions les meilleures. On peut donc dire avec confiance que le Gouvernement a reçu du peuple du Canada un mandat, exprimé de façon péremptoire, de suivre le programme tracé depuis le commencement de la guerre et qui doit être observé jusqu'à ce que les alliés terminent la lutte avec succès.

Il est à peine utile d'accentuer, au moment actuel de la crise que le Canada et l'empire traversent, la nécessité de l'union de tous les partis dans l'acceptation des obligations nationales que l'Etat a dû assumer. Les fardeaux extraordinaires que portent actuellement les alliés, notre propre pays compris, nous ont été imposés. Nous les avons acceptés volontiers. C'était inévitable. C'était le prix de l'existence nationale. Or, le problème que nous affrontons est de savoir comment assumer et